



EUROPE : Ne laissons pas le spatial aux mains des industriels

En 2014, l'Europe et la France ont rompu le pilotage et la maîtrise industrielle de l'accès à l'espace par le secteur public en choisissant de le placer sous la domination d'acteurs industriels privés. Ainsi, les Etats français et allemands donnaient à Airbus et Safran, la mission de rassembler les activités Ariane et M51 dans une structure commune ASL devenu ArianeGroup.

La CGT avait contesté ce choix car la main mise d'industriels mettait en danger la garantie de l'indépendance de l'Europe à l'accès à l'espace.

Néanmoins un nouveau cap avait été tracé pour les années suivantes. Mais le flou apparaît déjà comme on peut le voir à travers la parution de différents articles de presse.

En effet, des coupes franches dans les emplois de l'industrie spatiale sont annoncées. Le CNES et l'ONERA subissent des baisses drastiques d'investissements et sont dessaisis de projets du futur. ArianeGroup envisage la suppression d'environ 2 000 emplois d'ici 2022.

Les industriels remettent aujourd'hui très clairement en cause les schémas qui nous ont permis d'assurer notre maîtrise européenne publique dans l'accès à l'espace. Ils souhaitent purement éliminer les Etats stratèges et leurs agences spatiales. Pour autant, ils ne veulent pas assurer leurs responsabilités et continuent d'exiger des soutiens financiers de ces mêmes Etats.

Par ailleurs, la mise en concurrence au sein des différents acteurs européens, ArianeGroup et Avio a déjà mis à mal la confiance entre les français, allemands et italiens. On constate que, contre toute cohérence, des Etats se tournent vers des lanceurs notamment américains.

Pourtant il est primordial, dans l'Europe et ses Etats membres, d'instaurer l'obligation d'utiliser un lanceur européen pour les lancements institutionnels. La continuité d'une dualité militaire / civil reste un atout déterminant pour maintenir notre souveraineté mais également permettre de maîtriser et rationaliser les coûts de productions de nos produits afin de résister au dumping économique de puissances étrangères.

Concernant la défense, l'Europe et la France doivent garder leur capacité d'autonomie d'accès à l'espace en garantissant le maintien des emplois, des compétences par des plans d'embauches et en affectant des budgets suffisants à l'ESA et aux agences nationales.

La finalité est de préparer notre avenir pour répondre aux besoins de nos pays. Cela exige, du point de vue économique, que nous ne dépendions pas uniquement des lancements commerciaux.

Il ne peut pas y avoir d'Europe indépendante sans accès autonome à l'espace. Cela nécessite en la matière le maintien d'un rôle moteur et visionnaire des Etats avec des industriels pleinement responsables suivant des objectifs clairement définis. Pas d'états « vache à lait » aux bénéfices d'un actionnariat toujours plus gourmand.

Montreuil, le 21 juin 2018